



Recommandation 960 (1983)¹

Conférence des ministres européens responsables des Collectivités locales et protection de l'autonomie locale en Europe

Assemblée parlementaire

L'Assemblée,

1. Ayant pris connaissance du rapport de sa commission de l'aménagement du territoire et des pouvoirs locaux relatif aux résultats de la 5e Conférence des ministres européens responsables des Collectivités locales, tenue du 5 au 7 octobre 1982 à Lugano ([Doc. 5012](#)) ;
2. Appréciant le fait que la conférence ministérielle ait tenu à inviter l'Assemblée, ainsi que la Conférence des pouvoirs locaux et régionaux de l'Europe, à se faire représenter aux sessions de travail, et à engager un dialogue avec eux au cours d'un colloque sur le problème de l'autonomie locale en Europe ;
3. Rappelant ses nombreuses initiatives et démarches entreprises depuis 1953 en vue d'assurer la défense et le développement des autonomies locales dans les pays membres, et leur protection au niveau européen ;
4. Réaffirmant solennellement que la structure politique de la civilisation européenne ainsi que ses libertés fondamentales ont leurs racines les plus anciennes et les plus solides dans les autonomies locales ;
5. Convaincue que la société européenne évolue vers une prise de conscience de plus en plus aiguë du rôle essentiel des cellules de base de la société et vers une participation de plus en plus active de ces mêmes unités à la gestion des affaires nationales et internationales ;
6. Estimant, par conséquent, qu'il est du devoir de nos gouvernements de garantir l'autonomie locale et de mettre à la disposition des communes les moyens nécessaires à son exercice ;
7. Estimant également qu'il convient de définir aujourd'hui une série de principes qui devraient être à la base de l'autonomie locale en Europe,
8. Recommande au Comité des Ministres :
 - a. d'approuver la Charte européenne de l'autonomie locale, telle qu'elle a été adoptée par la Conférence des pouvoirs locaux et régionaux de l'Europe au cours de sa session d'octobre 1981 ([Résolution 126](#) de la CPLRE), en tenant compte également de la [Recommandation 615](#), de 1970, de l'Assemblée ;
 - b. de faire en sorte que cette charte ait un caractère obligatoire pour les gouvernements membres et qu'elle revête, par conséquent, le caractère d'une convention européenne ;
 - c. d'inviter la prochaine Conférence des ministres européens responsables des Collectivités locales à aborder l'examen de cette charte avec la volonté affirmée d'aboutir à une convention européenne en matière d'autonomie locale ;
 - d. de solliciter l'avis de l'Assemblée avant l'adoption définitive d'un tel texte.

1. Discussion par l'Assemblée le 25 janvier 1983 (22e séance) (voir [Doc. 5012](#), rapport de la commission de l'aménagement du territoire et des pouvoirs locaux). Texte adopté par l'Assemblée le 25 janvier 1983 (22e séance).

